



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

CENTRE INTERNATIONAL DE VIENNE

B.P. 300, A-1400 VIENNE (AUTRICHE)

TÉLÉPHONE: (+43 1) 260 26-0 TÉLÉCOPIEUR: (+43 1) 26026 6815 www.unido.org

Réf: CZ

le 8 octobre 2014

Objet: Appel d'Offre No. 2014/020/CZ – Recrutement d'un prestataire agissant comme agence fiduciaire pour le paiement direct des bénéficiaires et des activités de formation du projet PROFORME en Côte d'Ivoire - Projet d'Appui au Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP) - Projet No. Projet: SAP 100042

Messieurs,

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI), en accord avec le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE (ci-après dénommé le "Gouvernement"), vous invite par la présente à faire une soumission écrite concernant la fourniture des services décrits à l'Appendice I et dans les documents ci-joints.

1. Date limite de soumission

Pour être prise en considération, votre soumission technique détaillée, avec indication des frais prévus et des honoraires, doit parvenir à l'adresse indiquée au paragraphe 3.b) au plus tard le **3 novembre 2014**.

2. Généralités

- a) Cet appel d'offre vise à obtenir les services d'une organisation disposant des moyens nécessaires pour assumer l'entière responsabilité des travaux envisagés et assurer l'exécution complète du projet. Les Termes de Référence ci-joints (Appendice I) ont seulement pour objet de donner une idée de l'ampleur des services à fournir.
- b) Votre soumission doit être exhaustive, détaillée et originale. Il importe que les renseignements soient aussi complets et clairs que possible. L'ONUDI recherche une organisation capable de faire en sorte que les objectifs du projet soient atteints rapidement moyennant un prix raisonnable. Votre soumission sera donc évaluée eu égard notamment aux éléments suivants: compréhension des problèmes techniques soulevés; conception de la méthode optimale pour atteindre les résultats souhaités; réalisme des coûts indiqués; moyens disponibles

A handwritten signature in the bottom left corner, appearing to read "L. M. M." or similar.

pour accomplir la tâche; expérience du personnel que vous affecterez à ce projet; expérience et réalisations de votre organisation dans ce domaine.

- c) La durée des services et le nombre estimé de mois de services nécessaires pour les accomplir, indiqués dans le présent document et/ou dans l'Appendice I, n'ont été fixés qu'à des fins de planifications. Nous examinerons avec soin toute suggestion ou recommandation que vous pourriez formuler à ce sujet dans votre soumission.
- d) Pour ce projet, le facteur temps a une importance capitale. Il sera tenu compte, pour attribuer le contrat, de votre aptitude à entreprendre promptement les services et de la durée prévue pour l'exécution du contrat.

3. Etablissement et présentation des soumissions

- a) Votre soumission doit être établie conformément aux directives données dans le présent appel d'offre;
- b) La soumission doit être envoyée en deux (2) exemplaires à l'adresse indiquée ci-dessous, dans une enveloppe scellée portant la mention "**Appel d'Offre No. 2014/020/CZ** (voir paragraphe 12):

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)

**A l'attention de Mme. Claudia Ziniel
Unité des Services des Achats
Services d'Appui aux Opérations
Wagramerstrasse, 5
A-1220 Vienne - Autriche**

La soumission doit être présentée en deux parties distinctes: l'offre technique contenant les informations requises dans les sous paragraphes 3 d) et le paragraphe 4 ci-dessous, et l'offre commerciale présentant les informations requises dans les sous paragraphes d). L'offre technique ne doit comprendre aucune indication de prix.

- c) Votre offre doit être signée par une personne juridiquement habilitée à engager contractuellement votre organisation. Aussi, nous vous prions de nous envoyer les copies des pièces légales prouvant que votre organisation peut fournir les services requis (copie de votre accréditation, de votre registre de commerce et votre numéro d'enregistrement fiscal), et que votre organisation a rempli ses obligations fiscales et sociales.
- d) La soumission doit contenir les éléments ci-après, dont la liste n'est pas limitative:

- i) Une déclaration suivant laquelle vous vous engagez à affecter au projet un personnel compétent et qualifié, appartenant de préférence à votre organisation. Toutes les personnes que vous prévoyez d'affecter au projet doivent avoir une bonne connaissance de la langue française;
 - ii) Les noms, titres et affectations (fonctions) ainsi qu'un curriculum vitae détaillé du personnel proposé.
 - iii) Le nom et les qualifications du (des) sous-traitant(s) proposé(s), le cas échéant, avec indication de la nature et de l'importance des travaux qui leur seraient confiés;
 - iv) Un prix fixe et définitif pour l'ensemble des livrables décrits dans le présent Appel d'Offre.
 - v) Une ventilation détaillée du prix fixe et définitif indiqué à l'alinéa conformément aux instructions figurant à l'Annexe 1a.
- e) Vous êtes priés de bien vouloir accuser réception du présent appel d'offre et de nous faire savoir dans les meilleurs délais, par fax, si vous présenterez une soumission et à quelle date. A cet égard, nous vous prions d'indiquer le numéro du présent appel d'offre et la référence du projet.
4. Type de contrat
Un contrat de service avec un prix fixe et définitif est envisagé pour le présent marché. Un contrat type est joint en Annexe 3.
5. Acceptation de la soumission
L'ONUDI examinera et évaluera en toute équité et impartialité les soumissions reçues. Pour attribuer le contrat, elle prendra en considération tous les éléments mentionnés dans le présent appel d'offre et choisira la meilleure soumission présentée (c'est-à-dire la soumission qui est la plus avantageuse tout en étant techniquement acceptable). L'ONUDI s'efforcera de vous faire connaître sa décision dans les meilleurs délais.
6. Rejet des soumissions
L'ONUDI se réserve le droit de ne retenir aucune des soumissions présentées et d'engager des négociations avec toute personne physique ou morale, dans les conditions qu'elle jugera nécessaires et au mieux des intérêts de l'ONUDI.
10. Conditions et modalités du contrat
Sous réserve des modifications prévues par ailleurs dans le présent appel d'offre, un contrat de service sera établi sur la base des conditions et modalités figurant dans l'Annexe 3 ci-joint, qui comprend les documents suivants:

Contrat-type

Annexe A - Conditions générales de l'ONUDI

Annexe B - Privilèges et immunités

11. Paielements

Les paiements seront effectués selon les termes de paiement standard de l'ONUDI. Des règles de l'ONUDI n'autorisent pas de paiement par lettres de crédit. Les conditions normales de paiement de l'ONUDI sont de 30 jours à la livraison satisfaisante de biens ou de prestation de services et l'acceptation de ceux-ci par l'ONUDI, les paiements progressifs étant admis sur accord des parties. Les soumissionnaires doivent donc préciser clairement dans leurs offres s'ils offrent les conditions de paiement différentes de celles de l'ONUDI.

12. Le pli contenant votre soumission en deux parties distinctes (technique et commerciale) doit mentionner clairement les points suivants:

- a) **Appel d'Offre No.: 2014/020/CZ**
- b) **Projet No.: Projet: SAP 100042**
- c) **Date limite de soumission: 3 novembre 2014**

13. Demande de renseignements

Toutes les questions relatives aux aspects techniques ou contractuels du projet devront être adressées au plus tard le 28 octobre 2014, comme indiqué ci-après:

Par fax ou e-mail à Mme. Claudia Ziniel
Fax: (+43) 1 26026 6815 ou (+43) 1 26026 6816
E-mail: C.Ziniel@unido.org

Dans l'attente de votre soumission, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.



Claudia Ziniel
Responsable de Contrats
Unité de Services des Achats
Services d'Appui aux Opérations

Annexe 1 - Termes de Référence

Annexe 1 A - Bordereau de Prix

Annexe 2 - Critères de qualification et de sélection

Annexe 3 - Contrat Type

Annexe A - Conditions contractuelles générales de l'ONUDI

Annexe B - Privilèges et immunités

Annexe 4 - Formulaire de réponse à un appel d'offre

ANNEXE 1

TERMES DE RÉFÉRENCE

Recrutement d'un prestataire agissant comme agence fiduciaire pour le paiement direct des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet PROFORME en Côte d'Ivoire

**Projet d'Appui au Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi,
des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle
(MEMEASFP)**

1. CONTEXTE

Pour trouver des solutions au problème majeur de l'adéquation emploi-formation, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans une réforme du secteur de l'éducation/formation, depuis l'année 2009. Celle-ci a conduit à l'élaboration du Rapport d'Etat sur le Système Educatif National (RESEN), en mai 2009 et à la lettre de politique éducative couvrant la période 2010 - 2020.

Dans ce cadre, une réforme de l'ET/FP a été envisagée. Elle a abouti, du 21 au 23 octobre 2009, au séminaire national de validation des grands axes, regroupant les principaux partenaires, notamment les secteurs productifs ivoiriens. Au cours de ce séminaire, une importante convention a été signée entre l'ex-Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, les Chambres Consulaires et le Patronat ivoirien.

Six axes stratégiques ont été identifiés et retenus en vue d'aboutir à une réforme adéquate du système de formation. Il s'agit notamment de :

- 1: L'accès à la formation
- 2: L'offre de formation
- 3: Le Partenariat Ecole- Entreprise
- 4: L'insertion professionnelle
- 5: La certification des compétences
- 6: La gouvernance du système

En appui à tous ces axes stratégiques, se trouve la question centrale de la formation qualifiante pour l'insertion professionnelle mais aussi d'autres préoccupations majeures telles que la réintégration des ex-combattants et les modalités de collaboration avec les secteurs privés de Côte d'Ivoire. En effet le chômage des jeunes et la question de la réintégration des ex-combattants constituent de véritables problèmes pour le développement économique de la Côte d'Ivoire. Les services requis ci-après visent une contribution forte à la mise en place d'un dispositif de formation conçu comme un système qui devra satisfaire à des exigences de qualité et de résultats, organisé notamment pour répondre aux besoins en compétences des secteurs économiques, l'objectif étant l'insertion des jeunes et la réintégration des ex-

combattants. C'est dans ce cadre que l'Union Européenne s'est engagée avec de la Cote d'Ivoire en finançant le projet PROFORME mis en œuvre par l'ONUDI.

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire au travers de son Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP) et de l'Autorité de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration (ADDR) de Côte d'Ivoire souhaite donc engager sans tarder la formation qualifiante des jeunes et des ex-combattants dans l'objectif de leur insertion professionnelle immédiate (réintégration des ex-combattants), notamment en faisant appel au projet PROFORME et à des institutions privées pour atteindre cet objectif.

2. OBJECTIFS

2.1 Objectif général

Renforcer la mise en œuvre des projets de formation à l'échelle nationale et plus particulièrement de formation qualifiante dans les 13 centres de formation professionnelle du MEMEASFP et contribuer à l'insertion professionnelle des formés.

2.2 Objectifs spécifiques

- Effectue des transactions de paiement sécurisées aux bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet ci-dessus citées et plus particulièrement pour les activités de formation qualifiante ;
- Définir et mettre en place un mécanisme par lequel l'ONUDI transfère de l'argent de manière sécurisé aux bénéficiaires et intervenants du projet via une structure fiduciaires ou monétiques et la mise à disposition d'une interface électronique pour le système ERP de l'ONUDI;
- Assurer à temps, le paiement direct sécurisé des bénéficiaires et intervenants du projet par des mécanismes modernes et technologiques telle que les réseaux de téléphonie mobile;
- Fournir les pièces justificatives électroniques de qualité pour toutes les transactions de paiement sécurisé (dates d'envois et de réception, montants, etc.);
- Garantir la transparence de la transaction et la réception des fonds destinés aux prestataires aux bénéficiaires et intervenants du projet.

3. MISSION DU CONTRACTANT AGISSANT COMME AGENCE FIDUCIAIRE

En accord avec l'ONUDI, le contractant agissant comme agence fiduciaire ou monétique aura pour principale mission d'assurer les paiements directs sécurisés des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet PROFORME. Le devra également fournir les pièces justificatives des toutes les opérations de paiement et les remettre de manière électronique et sécurisée à l'ONUDI périodiquement.

Le contractant assurera :

(a) Les paiements sécurisés des bénéficiaires et intervenants

Le contractant en son rôle d'agence fiduciaire ou monétique assurera les paiements sécurisés des bénéficiaires et intervenants dans le cadre des activités de formation du projet définies par l'ONUDI. Les bénéficiaires et intervenants pressentis sont les personnes physiques suivantes :

- Les bénéficiaires : les jeunes, ex-combattants, formateurs, cadres du MEMEASFP, etc.
- Les intervenants : les encadreurs administratifs et pédagogiques, les formateurs, les professionnels, etc.

(b) La récurrence et montant des paiements comme instruit par l'ONUDI

Les paiements des bénéficiaires et intervenants impliqués seront mensuels. Le projet a pour objectif de former 5,000 bénéficiaires (dont 2,500 ex-combattants), le nombre d'intervenants, ainsi que le nombre et la durée des activités de formation sur les 24 prochains mois sont variables. Les montants des sommes mensuelles à payer sont de l'ordre suivant :

- Bénéficiaires : à partir de 12,000 F CFA / mois
- Intervenants : à partir de 50,000 F CFA / mois

A titre estimatif : nous estimons le montant total à payer durant les 24 prochains mois de l'ordre de cent trente-trois Millions trois cent cinquante mille francs CFA (133 350 000 CFA). Le nombre de paiement variera en fonction du nombre de formations. Ce montant pourra être réévalué au cours de la mise en œuvre des activités de formation du projet.

(c) La gestion administrative, financière et comptable

Le contractant assurera l'enregistrement physique des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet afin de garantir leur identification et leur traçabilité (identification via une pièce d'identité - CNI verte ou Passeport en cours de validité ou Carte professionnelle des corps habillés valide ou Attestation d'identité délivrée par un Commissaire de Police ou l'ONI délivré par le Ministère de l'Intérieur ou Permis de conduire en cours de validité - et enregistrement dans une base de données sécurisée). Le contractant assurera également la traçabilité de toutes les opérations financières effectuées et la remise de ces pièces à l'ONUDI. A ce titre, le contractant réalisera les transferts de fonds ordonner par l'ONUDI et en rendra compte dans les 5 jours suivants du transfert effectif de ces fonds. De manière mensuel le contractant tiendra à jour la situation financière et en rendra compte à l'ONUDI.

4. RESULTATS ATTENDUS ET RAPPORTS

- Le contractant assure l'enregistrement dans une base de donnée des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet sur tout le territoire national avec un mécanisme d'identification défini et sécurisé (enregistrement avec pièces d'identités et inscription dans une base de données);

- Le contractant assure les paiements directs et sécurisés des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet sur tout le territoire national avec un mécanisme de paiement défini et sécurisé;
- Le paiement des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet est effectué en temps et en heure selon une planification qui sera transmise par l'ONUDI;
- Un processus de traçage et de transparence et la documentation du transfert effectif des fonds destinés aux bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet est garanti et valide avec l'ONUDI;
- Des rapports des paiements électroniques sécurisés des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet pour chaque ordre de transaction sont mis à la disposition de l'ONUDI au plus tard dans les 5 jours ouvrables après le paiement effectif des bénéficiaires et intervenants. Ces rapports comprendront mais ne limiteront pas aux éléments suivants:
 - Numéro d'ordre de transaction;
 - Montant total de l'ordre de transaction;
 - Liste des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet ayant reçus leur paiement;
 - Date de transfert et de réception du paiement;
 - Montant du paiement en F CFA ;
 - Montant total des montants transférés;
- Des rapports de transferts mensuels sont mis à la disposition de l'ONUDI comprenant mais ne se limitant pas aux éléments suivants:
 - Liste des ordres de transaction reçus;
 - Date de réception de l'ordre de transaction;
 - Montant de l'ordre de transaction;
 - Détails de l'ordre de transactions:
 - Liste des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet ayant reçus leur paiement;
 - Date de transfert et de réception du paiement;
 - Montant du paiement en F CFA;
 - Lieu de paiement;
 - Montant total des montants transférés;
 - Montant total des transactions effectuées;
- Un rapport final de fin de prestations récapitulant les activités sur toute la durée de la prestation est fourni et soumis à l'acceptation de l'ONUDI comprenant les éléments suivants non limitatif:
 - Liste des ordres de transaction reçus;
 - Date de réception de l'ordre de transaction;
 - Montant de l'ordre de transaction ;
 - Détails de l'ordre de transactions :

- Liste des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet ayant reçus leur paiement;
- Date de transfert et de réception du paiement;
- Montant du paiement en F CFA;
- Montant total des montants transférés;
- Montant total des transactions effectuées ;

5. QUALIFICATIONS, EXPERIENCES ET PIECES REQUISES

- Avoir un siège avec une adresse physique à Abidjan (fournir l'adresse);
- Avoir une existence juridique et légale (registre de commerce, trois dernières attestations d'imposition, trois dernières attestations de sécurité sociale, un avis de non faillite);
- Avoir la capacité financière requise de mise à disposition d'espèces suffisantes sur le terrain pour l'opération demandée (fournir justificatifs);
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC);
- Fournir la preuve d'expériences similaires précédentes dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) (fournir les contacts téléphoniques et email d'au moins deux références);
- Disposer d'un compte bancaire ouvert dans une banque commerciale pour recevoir les fonds envoyés par l'ONUDI. Le compte client qui sera utilisé sera tenu séparément des autres comptes propres de la structure;
- Avoir un réseau d'agences montrant une capacité d'intervention simultanée sur l'ensemble du pays et pouvant garantir le paiement sécurisé dans les villes, des centres de formation professionnelle et avoir du personnel qualifié. Les Curriculum Vitae qui seront fournis sont ceux des agents qui seront mis à disposition;

6. INFORMATIONS ADDITIONNELLES

- Si le contractant a fourni une prestation similaire à un des Ministères de Côte d'Ivoire alors fournir le(s) référence(s);
- Si le contractant dispose d'une expérience de travail avec le Système des Nations Unies ou d'autres organismes de développement internationaux alors fournir le(s) référence(s).

7. ZONES D'INTERVENTIONS

Dans le cadre du projet le contractant sera amené à intervenir sur l'ensemble du territoire Ivoirien et plus particulièrement dans les villes des centres de formation professionnelle concernés par le projet à savoir :

- Abengourou
- Bingerville
- Bondoukou
- Bouaké
- Ferke
- Guiglo
- Jacqueville
- Katiola
- Korhogo
- Man
- Mankono
- Odienne
- San Pedro
- Toba

8. DESCRIPTION DU PROCESSUS ET DEVIATION

Dans le cadre du projet, le contractant est tenu d'opérer en suivant les critères techniques minimaux ci-dessous.

(a) Description du processus:

- Délais de transfert:

Les paiements sécurisés en faveur des bénéficiaires et des contributeurs doivent être effectués au plus tard 3 jours après la réception de l'instruction de paiement de l'ONUDI;

- Contact / responsable du contrat chez le contractant:

Le contractant doit fournir à l'ONUDI une personne contact qui s'occupe de ce projet, cette personne doit être disponible pour répondre aux demandes de l'ONUDI pendant les heures de bureau et elle doit parler et écrire le français couramment ;

- Le contractant s'engage à traiter les demandes de paiements de l'ONUDI sous la forme d'avance des fonds à transférer:

Les versements seront effectués au plus tard 3 jours après la réception de l'instruction de paiement envoyée par l'ONUDI. Une fois que l'instruction de paiement a été traitée, les fonds transférés, une demande de remboursement doit être soumise à l'ONUDI sous la forme d'une facture du montant total transféré + les frais de services ainsi que le rapport de paiement (preuve du transfert effectif des fonds aux bénéficiaires);

- Rapports:

Des rapports électroniques sécurisées, confirmant les paiements aux bénéficiaires et aux contributeurs des formations, devront être fournis à l'ONUDI pour chaque ordre de transaction au plus tard dans les 5 jours ouvrables après le paiement effectif des bénéficiaires et intervenants (comme indiqué au paragraphe 4 ci-dessus)

(b) Déviation:

En cas d'erreur dans le processus, entre l'instruction de paiement de l'ONUDI et le paiement, le contractant:

- Notifie l'ONUDI en temps voulu (1 jour maximum après que l'erreur se soit produite);
- Prend les mesures correctives nécessaires (dans les 2 jours maximum après que l'erreur se soit produite)
- Doit être en mesure de traiter à nouveau l'instruction de paiement de l'ONUDI sans frais si besoin

(dans les 2 jours maximum après que l'erreur se soit produite);

- Doit être en mesure de rembourser l'ONUDI si nécessaire (dans un délais maximum d'1 semaine après réception de la demande de remboursement de l'ONUDI);

Dans le cas où l'instruction de paiement de l'ONUDI est erronée, le contractant:

- Notifie l'ONUDI en temps voulu (1 jour maximum après que l'erreur se soit produite);
- Prend les mesures correctives nécessaires dans les 5 jours maximum après réception de la nouvelle instruction de l'ONUDI;
- Doit être en mesure de rembourser l'ONUDI si nécessaire (dans un délais maximum d'1 semaine après réception de la demande de remboursement de l'ONUDI);

ANNEXE 1 A BORDEREAU DE PRIX

Description	Unité	Quantité *	Coût unitaire en EUR	Coût Total en EUR	Remarques
I- Gestion administratives					
I-1 Identification via pièce d'identité des personnes devant recevoir des fonds	Personne	5000			
I- 2 Inscription des bénéficiaires dans la base de données	Inscription	5000			
<u>Pour les solutions de transaction via un réseau de téléphonie mobile uniquement :</u>					
I – 3 Création de ligne de téléphonie mobile	Ligne de téléphonie mobile	5000			
I- 4 Provision d'un téléphone portable pouvant accueillir la carte SIM fournis avec l'ouverture de la ligne	pièce	5000			
I- 5 Frais d'avance des fonds a transférer	Forfait par transaction	Pour la totalité de la durée du contrat			
TOTAL I - Gestion administratives					
II- Gestion Financière et Comptable					
II-1 Ouverture d'un compte ONUDI	Unité de service	1			
II-2 Gestion comptable du compte	Forfait par transaction	Pour la totalité de la durée du contrat			
II-3 Gestion des transactions financières (Note IMPORTANTE : Aucun frais de retrait d'argent ne devra être imputé au bénéficiaire de la transaction)	Forfait par transaction	Pour la totalité de la durée du contrat			
TOTAL II - Gestion Financière et Comptable					
III- Reporting					
III- 1 Rapports de transactions dans le 5 jours maximum après la transaction effective	Forfait par transaction	1 rapport par transaction pour la totalité de la durée du contrat			
III- 2 Rapport mensuel résumant les inscriptions et les transactions	Rapport mensuel	24			
III-3 Rapport final sur la totalité des transactions	Rapport final	1			
TOTAL III - Reporting					
GRANT TOTAL I + II + III					

* L'ONUDI ne garantit pas les quantités mentionnées dans le tableau, celle-ci son assujettis à des variations en fonction des activités de formation du projet.

ANNEXE 2

CRITERES DE QUALIFICATION ET DE SELECTION

I. QUALIFICATIONS REQUISES

I.1 QUALIFICATIONS OPERATIONNELLES

- Avoir un siège avec une adresse physique à Abidjan (fournir l'adresse);
- Avoir une existence juridique et légale (registre de commerce, trois dernières attestations d'imposition, trois dernières attestations de sécurité sociale, un avis de non faillite);
- Avoir la capacité financière requise de mise à disposition d'espèces suffisantes sur le terrain pour l'opération demandée (fournir justificatifs);

I. 2 EXPERIENCE :

- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC);

I.3 CONDITIONS FINANCIERES

Le ratio de solvabilité : Un ratio supérieur ou égal à 1 est requis

NOTE : vous êtes priés de fournir le rapport d'évaluation à jour

II. CRITERES D'EVALUATION

II. 1 CRITERES COMMERCIAUX

- a) **PRIX/COUTS:** Coût global d'acquisition
- b) **TERMES DE PAIEMENT:** Termes de paiement proposés
- c) **TERMES ET CONDITIONS CONTRACTUELS:**
Acceptation des termes et conditions contractuels de l'ONUDI

II. 2 CRITERES TECHNIQUES

1. Moyens humains de l'entreprise

- Le contractant doit fournir à l'ONUDI une personne contact qui s'occupe de ce projet, cette personne doit être disponible pour répondre aux demandes de l'ONUDI pendant les heures de bureau. Cette personne devra parler et écrire le français couramment;
- Avoir un réseau d'agences montrant une capacité d'intervention simultanée sur l'ensemble du pays et pouvant garantir le paiement sécurisé dans les villes, des centres de formation professionnelle et avoir du personnel qualifié. Les Curriculum Vitae qui seront fournis sont ceux des agents qui seront mis à disposition;

2. Expérience de l'entreprise

- Fournir la preuve d'expériences similaires précédentes dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) (fournir les contacts téléphoniques et email d'au moins deux références);
- Si le contractant a fourni une prestation similaire à un des Ministères de Côte d'Ivoire alors fournir le(s) référence(s);
- Si le contractant dispose d'une expérience de travail avec le Système des Nations Unies ou d'autres organismes de développement internationaux alors fournir le(s) référence(s).

3. Moyens linguistiques

Le Français est la langue de travail obligatoire pour ce contrat. La personne de contact du contractant avec l'ONUDI devra parler et écrire le français couramment.

ANNEXE 3

CONTRAT TYPE

Le modèle de contrat ci –joint est un modèle général. Chaque contrat spécifique est rédigé à l'issue de processus d'appel d'Offre et tient compte des spécificités de chaque projet.

CONTRAT NO. 1600XXXX

entre

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

(ONUDI)

et

Projets No. :

ONUDI
..... 2014

TABLE DES MATIERES

Préambule	Page 3
Section 1.00 Objet du Contrat	Page 3
Section 2.00 Obligations du Contractant	Pages 3- 6
Paragraphe 2.01 Description des travaux	
Paragraphe 2.02 Services fournis par le Contractant	
Paragraphe 2.03 Personnel fourni par le Contractant	
Paragraphe 2.04 Briefing et rapport de fin de mission et réunion par l'examen du projet de rapport final	
Paragraphe 2.05 Commencement et achèvement des travaux par le Contractant	
Paragraphe 2.06 Responsabilités du Chef d'équipe	
Paragraphe 2.07 Relations entre le Chef d'équipe du Contractant et le Représentant de l'ONUDI dans la zone du Projet	
Paragraphe 2.08 Services et moyens à fournir par le Contractant	
Paragraphe 2.09 Contestations	
Paragraphe 2.10 Rapports	
Paragraphe 2.11 Normes de travail	
Section 3.00 Obligations de l'ONUDI	Page 7
Paragraphe 3.01 Services et moyens à fournir	
Paragraphe 3.02 Responsabilités du Représentant de l'ONUDI	
Section 4.00 Montant du Contrat et modalités de paiement	Pages 7-9
Paragraphe 4.01 Montant du Contrat	
Paragraphe 4.02 Plafond du montant du Contrat	
Paragraphe 4.03 Monnaie de paiement et taux de change	
Paragraphe 4.04 Echelonnement des paiements	
Paragraphe 4.05 Suspension de paiement	
Paragraphe 4.06 Présentation des factures	
Paragraphe 4.07 Mode des paiements	
Section 5.00 Dispositions générales	Pages 9-10
Paragraphe 5.01 Entrée en vigueur du Contrat	
Paragraphe 5.02 Conditions générales du Contrat	
Paragraphe 5.03 Avenant au Contrat	
Paragraphe 5.04 Envoi de rapports, factures et notifications	
Paragraphe 5.05 Garanties contre les commissions ou versements occultes	
Paragraphe 5.06 Défaillance du Contractant	
Signatures et dates	Page 10
<u>Annexes au Contrat</u>	
Annexe A - Conditions générales de contrats de l'ONUDI	
Annexe B – Section relative aux Facilités, Privilèges et Immunités de l'ONUDI	
Annexe C - Instructions destinées aux contractants pour l'expédition de leurs rapports	
Annexe D - Termes de Référence de l'ONUDI en date d'Avril 2008	

CONTRAT

entre

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

et

pour

Le présent Contrat est conclu entre l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ci-après dénommée "ONUDI"), ayant son siège à Wagramerstrasse 5, A-1220 Vienne, Autriche, et

CONSIDERANT que l'ONUDI, à la demande du GOUVERNEMENT DE (ci-après dénommé "Gouvernement"), a accepté de prêter son concours pour l'exécution du projet intitulé «» (ci-après dénommé le "Projet") dans le(pays) (ci-après dénommée la "zone du Projet");

CONSIDERANT qu'en la matière, l'ONUDI, agissant en accord avec le Gouvernement, a l'intention de s'assurer le concours d'un contractant pour fournir les services et exécuter les travaux décrits ci-après; et

CONSIDERANT que le Contractant déclare qu'il est disposé à et a les capacités requises pour à fournir les services et à exécuter les travaux tels que décrits ci-dessous,

LES PARTIES AU PRESENT CONTRAT SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

1.00 OBJET DU CONTRAT

L'objet du Contrat est la fourniture des services et l'exécution des travaux, tels que définis ci-dessous.

2.00 OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

2.01 Description des services et travaux requis

Compte tenu de l'objet du présent Contrat, le Contractant devra fournir, selon les termes et conditions ci-après, tous les services et moyens nécessaires à l'exécution du Contrat et, en particulier, fournir les services et exécuter les travaux tels qu'ils sont décrits dans les Termes de Référence de l'ONUDI en date de , dont un (1) exemplaire est joint au présent Contrat en Annexe D. Dans l'exécution de ses obligations, le Contractant observera la méthodologie et le plan de travail exposés dans son offre datée du soumise en réponse à l'Appel d'Offre de l'ONUDI No. . Ladite offre, qui n'est pas jointe au présent Contrat, en fait partie intégrante par voie de référence.

Les annexes au Contrat (Annexes A-D) ainsi que l'offre du Contractant font partie intégrante du Contrat, étant entendu qu'en cas de conflit entre les dispositions des Termes de Référence, celles de l'offre du Contractant et celles du présent Contrat, y compris ses autres annexes, les dispositions des Termes de Référence seront subordonnées à celles de l'offre du Contractant ou du Contrat et de ses autres annexes, et les dispositions de l'offre du Contractant seront subordonnées aux dispositions du Contrat et de ses autres annexes.

2.02 Services fournis par le Contractant

Pour s'acquitter de ses obligations aux termes du présent Contrat, le Contractant fournira un total de () hommes-mois de services de personnel comme l'indique l'alinéa 2.02 a) ci-après. Aux fins du présent Contrat, l'expression "homme-mois" dans la zone du Projet et au siège social du Contractant s'entend d'un mois de travail à raison de cinq (5) jours par semaine et huit (8) heures par jour.

a) Services fournis dans la zone du Projet et au Siège de Contractant

() hommes-mois de services seront fournis dans la zone du Projet et au siège social de Contractant par une équipe comprenant le Chef de Projet et trois (3) chargés de mission tels que détaillés ci-dessous au sous-paragraphe 2.03 a). Le temps passé par le Chef de Projet et par l'équipe du Contractant dans leurs déplacements de leur lieu de résidence et/ou de travail à la zone du Projet et retour ne sont pas inclus dans le nombre de mois de services indiqué ci-dessus.

b) Services de soutien au siège social du Contractant

Outre les services mentionnés à l'alinéa a) du présent paragraphe, le Contractant fournira les services du personnel de son siège social et les moyens techniques nécessaires à assurer le soutien de son personnel travaillant dans la zone du Projet.

2.03 Personnel fourni par le Contractant

a) Fonctions et durée de l'affectation du personnel du Contractant

Les fonctions du personnel dont le Contractant fournira les services et la durée de l'affectation sont indiqués ci-après :

Nom	Fonction	Hommes-mois	
		Zone Projet	Maison Mère

b) Remplacement du personnel du Contractant

Le personnel du Contractant mentionné à l'alinéa a) i) ci-dessus est considéré comme indispensable à l'exécution des travaux prévus au présent Contrat et, en conséquence:

- i) Avant de remplacer un membre quelconque de ce personnel, le Contractant adressera notification à l'ONUDI suffisamment à l'avance et soumettra des justifications détaillées de sa décision ainsi que le curriculum vitae du (ou des) remplaçant(s) proposé(s) pour permettre à l'ONUDI d'évaluer les incidences que ce (ou ces) remplacement(s) aura(en)t sur le programme de travail;
- ii) Le Contractant ne remplacera aucun membre de son personnel sans le consentement écrit préalable de l'ONUDI conformément à la clause 4 des Conditions générales de contrats de l'ONUDI (Annexe A).

2.04 Briefing, Debriefing et Reunions à l'ONUDI

Le cas échéant le Chef de Projet du Contractant ou son représentant désigné devra être disponible pour une/des éventuelle(s) réunion(s) à l'ONUDI à Vienne, pour briefing, debriefing ou travail sur le projet de rapport final.

Tous les coûts afférant aux déplacements éventuels ci-dessus sont inclus dans le prix du Contrat tel que défini dans le présent Contrat.

2.05 Commencement et achèvement de l'exécution du Contrat

Le Contractant devra commencer l'exécution du Contrat au plus tard quinze (15) jours après la signature du Contrat par les parties. Le Contractant devra achever l'exécution du Contrat dans les délais tels que définis dans son offre datée du ().

2.06 Responsabilités du Chef de Projet

Le Contractant devra désigner un Chef de Projet qui devra veiller à ce que l'exécution du Contrat se déroule conformément aux clauses du présent Contrat et il devra superviser, diriger et coordonner le travail des autres membres de l'équipe du Contractant de manière adéquate.

2.07 Relations entre le Chef de Projet du Contractant et le Représentant de l'ONUDI dans la zone du Projet

Le Chef de Projet du Contractant demeurera en liaison avec le Représentant de l'ONUDI dans la zone du Projet et/ou son (ses) représentant(s) désigné(s) et coopérera avec lui (eux) dans l'exécution du Contrat. Il tiendra le Représentant de l'ONUDI et/ou son (ses) représentant(s) désigné(s) informé de l'état d'avancement et du calendrier de l'exécution. Le Représentant de l'ONUDI et/ou son (ses) représentant(s) désigné(s) auront à tout moment le droit de regard sur l'état d'avancement de l'exécution du présent Contrat et pourront conférer avec le Chef de Projet et le personnel du Contractant au sujet de l'exécution des travaux.

2.08 Services, équipement et moyens à fournir par le Contractant

Le Contractant fournira tous les services, moyens et équipements requis par son personnel pour l'exécution des travaux prévus au présent Contrat. Les frais de quelque nature que ce soit concernant ce personnel seront exclusivement à la charge du Contractant. Ces frais comprendront le coût des traitements et salaires, du logement, de la subsistance, des voyages, des soins médicaux et de l'assurance, sans que cette énumération soit limitative.

2.09 Contestations

Si le Contractant considère qu'une tâche quelconque dont l'exécution lui est demandée par le Représentant de l'ONUDI et/ou son (ses) représentant(s) désigné(s) et/ou le Gouvernement ou son (ses) représentant(s) ne relève pas des obligations qui lui incombent au titre du présent Contrat ou s'il considère qu'une décision quelconque du Représentant de l'ONUDI et/ou de son (ses) représentant(s) désigné(s) et/ou du Gouvernement ou de son (ses) représentant(s) est injustifiée, il en référera immédiatement, au CHEF, UNITE DES SERVICES D'ACHAT, SERVICES D'APPUI AUX OPERATIONS (ci-après dénommée "CHEF, SA/SAO") à l'ONUDI, à Vienne, de lui communiquer ses instructions ou sa décision par écrit.

2.10 Rapports

Le Contractant soumettra à l'ONUDI les rapports mentionnés ci-après. Ces rapports seront rédigés conformément aux dispositions de l'Annexe C intitulée "Instructions destinées aux contractants pour l'expédition de leurs rapports".

Tous les rapports donneront suffisamment de renseignements pour permettre à l'ONUDI de déterminer l'ampleur des travaux effectués pour la période concernée. Toute facture présentée conformément aux dispositions du paragraphe 4.04 ne sera honorée par l'ONUDI que si les rapports pertinents soumis par le Contractant et/ou toute autre information dont pourra disposer l'ONUDI confirment que les travaux effectués ont progressé de manière satisfaisante et en conformité avec les termes et conditions du présent Contrat.

a) Rapport Intérimaire No. 1

Le premier rapport intérimaire devra être soumis () mois après l'entrée en vigueur du présent Contrat. Le rapport devra être rédigé en français, et devra être soumis en () exemplaires ainsi qu'en version électronique compatible avec MS Word portant sur tous les travaux exécutés dans le cadre du présent Contrat durant la période concernée.

b) Rapport Intérimaire No. 2

Le second rapport intérimaire devra être soumis () mois après l'entrée en vigueur du contrat. Le Rapport devra être rédigé en français et devra être soumis en trois (3) exemplaires ainsi qu'en version électronique compatible avec MS Word portant sur tous les travaux exécutés dans le cadre du présent Contrat pour la période concernée.

c) Projet de Rapport Final

Le Projet de Rapport Final devra être soumis () . Le Projet de Rapport Final devra être rédigé en français et devra être soumis en () exemplaires ainsi qu'en version électronique compatible MS Word portant sur tous les travaux exécutés dans le cadre du présent Contrat. Le Projet de Rapport final sera sujet à acceptation par l'ONUDI.

d) Rapport final

Le rapport final devra être soumis () après acceptation de Projet de Rapport Final Le Rapport Final devra être rédigé en français, devra être soumis () exemplaires ainsi qu'en version électronique compatible avec MS Word portant sur tous les travaux exécutés dans le cadre du présent Contrat. Le Rapport Final devra être soumis au plus tard trente (30) jours après la tenue de séminaire régional de restitution ci-dessus mentionné. Le Rapport Final sera sujet à validation par l'ONUDI.

2.11 Normes de travail

Le Contractant fera preuve de toute la compétence, de tout le soin, de toute la diligence voulus dans l'exécution des tâches visées au présent Contrat et s'acquittera de ses obligations selon les normes techniques les plus élevées reconnues.

3.00 OBLIGATIONS DE L'ONUDI

3.01 Responsabilités du Représentant de l'ONUDI

Le Représentant de l'ONUDI dans la zone du Projet, en sa qualité de représentant de l'ONUDI, devra:

a) Assurer la liaison entre le personnel du Contractant et les fonctionnaires des Gouvernement pour toutes les questions relatives au présent Contrat;

b) Soumettre à l'ONUDI à Vienne, à l'attention du Chef, Service des Achats/OSS/PSM, toutes les questions d'ordre administratif relatives à l'exécution du présent Contrat qui lui auront été signalées et qui ne pourront pas être résolues dans la zone du Projet.

4.00 MONTANT DU CONTRAT ET MODALITES DE PAIEMENT

4.01 Montant du Contrat

L'ONUDI versera au Contractant, pour la pleine et entière exécution des obligations qui lui incombent aux termes du présent Contrat, la somme de **EURO....** Le paiement de cette somme se fera dans la monnaie et en versements échelonnés conformément aux modalités énoncées ci-dessous. Ce montant est le prix fixe et définitif pour l'exécution du présent Contrat, y compris les frais de voyage du personnel du Contractant de leur pays de résidence et/ou lieu de travail; de la zone du Projet vers d'autres pays, si ces déplacements en question sont considérés comme nécessaires à l'exécution du présent Contrat; et à l'intérieur de la zone du Projet.

4.02 Plafond du montant du Contrat

Le Contractant n'entreprendra aucun travail, ne fournira aucun matériel ou équipement et n'assurera aucune prestation de service qui pourrait porter la somme due par l'ONUDI à un chiffre supérieur audit montant de EURO (EUR chiffre) sans l'autorisation écrite préalable de l'ONUDI et l'établissement d'un avenant au présent Contrat en bonne et due forme.

4.03 Monnaie de paiement

Le montant total du Contrat de **EURO (EUR chiffre)** sera payé en cette monnaie.

4.04 Paielements

[Comme décrit dans les termes de référence du paragraphe 8]

Un paiement effectué par l'ONUDI au terme du présent Contrat ne pourra être interprété comme une acceptation sans réserve par l'ONUDI des travaux exécutés par le Contractant jusque la date de ce paiement.

4.05 Suspension de paiement

L'ONUDI se réserve le droit de suspendre tout paiement au Contractant ou, sur la base d'éléments dont elle aura pu prendre connaissance à posteriori, d'annuler totalement ou en partie toute autorisation de paiement donnée au préalable dans la mesure qui pourrait être nécessaire pour mettre l'ONUDI à l'abri de pertes éventuelles dans les cas suivants:

- a) Le Contractant n'exécute pas les travaux ou ne les exécute pas à un rythme satisfaisant, réserve faite des défaillances dues à des cas de force majeure;
- b) Le Contractant s'abstient, malgré les observations de l'ONUDI, de remédier aux défauts et/ou aux vices d'exécution des travaux;
- c) Le Contractant ne communique pas à l'ONUDI, dans les délais requis, les rapports visés ci-dessus;
- d) Le Contractant n'effectue pas les paiements requis pour le matériel ou la main-d'oeuvre;
- e) L'existence soit d'une action en dommages-intérêts intentée par l'ONUDI soit de

présomptions raisonnables sur la base desquelles l'ONUDI peut se fonder en vue d'intenter une action en dommages-intérêts.

f) Non respect par le Contractant de ses obligations contractuelles

La suspension par l'ONUDI de tout paiement n'affectera pas l'obligation du Contractant de continuer ses travaux comme prévu au présent Contrat.

Un paiement suspendu par l'ONUDI en application des clauses du présent paragraphe ne portera pas d'intérêts.

4.06 Présentation des factures

Le Contractant adressera au Chef, Service des Achats /OSS/PSM, ONUDI, Wagramer Strasse 5, A-1220 Vienne, Autriche ses factures en un (1) original et une (1) copie faisant apparaître ses coordonnées bancaires, nom, adresse de sa banque, numéro de compte et codes requis pour les paiements électroniques.

4.07 Mode des paiements

Tous les paiements prévus au présent Contrat seront (sous réserve de la présentation des factures du Contractant) effectués par l'ONUDI par virement bancaire sur le compte bancaire désigné sur ses factures par le Contractant.

5.00 DISPOSITIONS GENERALES

5.01 Entrée en vigueur du Contrat

Le présent Contrat prendra effet à compter de la date de signature du Contrat par les parties ou à la date de signature de la dernière des deux parties au Contrat.

5.02 Conditions générales du Contrat

Les Parties au présent Contrat conviennent de se considérer comme liées par les Conditions générales des contrats de l'ONUDI dont un exemplaire est joint au présent Contrat en Annexe A et qui en font partie intégrante.

5.03 Avenant du Contrat

Aucune modification apportée aux dispositions du présent Contrat ou aucune dérogation à l'une quelconque de ses dispositions, ni aucune relation contractuelle supplémentaire avec le Contractant n'auront de valeur juridique à moins qu'elles ne fassent l'objet d'un avenant écrit au Contrat signé par les deux parties.

5.04 Envoi de rapports, factures et notifications

Tous les rapports, toutes les factures et toutes les notifications visées au présent Contrat devront être envoyés à l'adresse qui figure sous la signature de chacune des Parties. Toute notification sera faite par écrit.

5.05 Garanties contre les commissions ou versements occultes

Le Contractant certifie :

- a) qu'il n'a employé aucune personne ni recouru aux services d'un agent, en vue de solliciter ou d'obtenir le présent Contrat par le biais d'un accord ou d'une entente prévoyant l'octroi d'une commission, d'un pourcentage, d'un courtage, d'une prime ou d'un honoraire quelconque, à l'exception des personnes régulièrement employées et des agences commerciales ou de vente bona fide et officiellement établies et retenues par le Contractant en vue d'étendre son activité commerciale;
- b) qu'aucun fonctionnaire, agent ou retraité de l'ONUDI, de l'Organisation des Nations Unies, du PNUD et/ou des Agences associées ou exécutantes du PNUD ou du Gouvernement et/ou de l'organisme (ou des organismes) coopérateur(s), qui n'est pas un employé bona fide du Contractant, n'a pu ou ne pourra se voir accorder par le Contractant le bénéfice d'un avantage direct ou indirect résultant du présent Contrat ou de son attribution.

En cas d'inexécution de ces garanties, l'ONUDI aura le droit de déduire du montant du Contrat ou de recouvrer par tout autre moyen auprès du Contractant le montant intégral de toute commission, de tout pourcentage, de tout courtage, de toute prime ou de tous honoraires ainsi versés.

5.06 Défaillance du Contractant

Si le Contractant ne s'acquitte pas des obligations et responsabilités qui lui incombent aux termes du présent Contrat et si, dans les trente (30) jours de la réception par lui de la notification expresse écrite par l'ONUDI de la nature de la(des) défaillance(s), le Contractant n'a pas remédié à cette(ces) défaillance(s), l'ONUDI peut, de son propre chef et sans préjudice de son droit d'invoquer les dispositions de suspension ou d'annulation de paiement spécifiées ci-dessus, considérer cette attitude comme constituant une défaillance du Contractant au sens du présent Contrat.

L'ONUDI peut alors, de son propre chef, moyennant un préavis donné par écrit au Contractant, résilier la totalité du Contrat ou la (ou les) partie(s) du Contrat sur laquelle

(lesquelles) porte la défaillance du Contractant. Ayant donné un tel préavis, l'ONUDI aura le droit de faire exécuter aux frais du Contractant la(les) partie(s) du Contrat pour laquelle(lesquelles) le Contractant est défaillant, et le Contractant prendra entièrement à sa charge les dépenses raisonnables afférentes à l'achèvement des travaux, y compris les dépenses encourues par l'ONUDI en sus du montant initial convenu pour le Contrat et stipulé ci-dessus.

EN FOI DE QUOI, les Parties au présent Contrat ont signé le présent Contrat.

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL

.....

.....

Wagramer Strasse 5
A-1220 Vienne
Autriche

Date

Date

ANNEXE A

CONDITIONS GENERALES DE CONTRAT DE L'ONUDI

1. Nature confidentielle des documents

Les cartes, dessins, photographies, photomosaïques, plans, rapports, recommandations, devis, documents et autres données qui auront été établis par le Contractant ou reçus par lui au titre du présent Contrat seront la propriété de l'ONUDI, devront être considérés comme confidentiels et, après achèvement des travaux prévus par le présent Contrat, ne seront remis qu'aux fonctionnaires de l'ONUDI habilités à cet effet; à moins que l'ONUDI n'y consente par écrit, le Contractant ne pourra les communiquer qu'aux membres de son personnel chargés d'effectuer des travaux prévus par le présent Contrat.

2. Statut du Contractant

Le Contractant aura le statut juridique d'un entrepreneur indépendant. Toute personne que le Contractant aura affectée à des travaux prévus par le présent Contrat sera considérée comme étant au service du Contractant. Sauf dispositions contraires du présent Contrat, la responsabilité de l'ONUDI ne pourra pas être engagée en cas de revendication de quelque nature que ce soit liée à l'exécution desdits travaux. Le Contractant et les membres de son personnel devront respecter les lois, règlements et ordonnances en vigueur qui émanent des autorités légalement constituées du pays.

3. Responsabilité du Contractant concernant les membres de son personnel

Le Contractant garantit la compétence professionnelle et technique des membres de son personnel; pour effectuer les travaux prévus par le présent Contrat, il choisira des personnes dignes de confiance qui s'emploieront à exécuter lesdits travaux, se conformeront aux lois en vigueur dans le pays, respecteront les coutumes locales et feront preuve dans leur conduite de hautes qualités morales et éthiques.

4. Affectation du personnel

Le Contractant n'affectera à l'exécution de travaux sur le terrain aucune personne autre que celles qui sont mentionnées dans le présent Contrat, à moins qu'il n'ait obtenu au préalable l'agrément écrit de l'ONUDI. Le Contractant devra soumettre à l'ONUDI le curriculum vitae de toute autre personne qu'il se proposera de charger de travail sur le terrain.

5. Retrait de personnel

Sur demande écrite de l'ONUDI, le Contractant retirera du terrain tout membre de son personnel dont les services auront été fournis au titre du présent Contrat et, si l'ONUDI le demande, le remplacera par tout autre membre de son personnel susceptible d'être agréé par l'ONUDI. Toutes les dépenses et tous les frais accessoires découlant du remplacement, pour quelque motif que ce soit, d'un membre du personnel du Contractant seront à la charge du Contractant. Ces retraits de personnel ne seront pas considérés comme entraînant résiliation en totalité ou en partie du présent Contrat, au sens du paragraphe 12, intitulé "Résiliation", des présentes Conditions générales.

6. Délégation ou cession

Sauf assentiment préalable de l'ONUDI donné par écrit, le Contractant ne pourra céder, transférer, donner en gage ou utiliser à d'autres fins tout ou partie du présent Contrat ou des droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat.

7. Sous-traitance

Si le Contractant a besoin de recourir aux services de sous-traitants, il devra préalablement obtenir par écrit, pour chacun d'eux, l'assentiment et l'agrément de l'ONUDI. Le fait que l'ONUDI aura approuvé le choix d'un sous-traitant ne dégagera le Contractant d'aucune de ses obligations découlant du présent Contrat et les clauses de tous les Contrats de sous-traitance devront être soumises aux dispositions du présent Contrat et être conformes à ces dispositions.

8. Privilèges et immunités de l'ONUDI

Aucune disposition du présent Contrat ni aucune conséquence en découlant ne pourront être considérées comme une renonciation aux privilèges et immunités de l'ONUDI.

9. Interdiction d'employer des fonctionnaires de l'ONUDI

Pendant toute la période au cours de laquelle le présent Contrat sera en vigueur, le Contractant ne pourra employer ni envisager d'employer des fonctionnaires de l'ONUDI sans avoir obtenu au préalable l'assentiment écrit de l'ONUDI.

10. Langue, poids et mesures

Sauf dispositions contraires du présent Contrat, le Contractant rédigera en anglais toutes les communications qu'il adressera à l'ONUDI au sujet des travaux à effectuer et tous les documents obtenus ou établis par ses soins qui ont trait à ces travaux. Sauf dispositions contraires du présent Contrat, le Contractant utilisera les poids et mesures du système métrique et il établira et enregistrera en unités métriques les estimations quantitatives.

11. Cas de Force Majeure

Aux fins du présent Contrat, sont considérés comme cas de force majeure les calamités naturelles, l'application de lois ou règlements en vigueur, les conflits du travail, les actes de banditisme, les troubles sociaux, les explosions et tout événement analogue de portée équivalente qu'aucune des parties n'a délibérément provoqués et n'est en mesure de maîtriser ou de faire cesser. Dès que possible après qu'un événement constituant un cas de force majeure se sera produit, le Contractant, s'il se trouve dans l'incapacité de faire face, en tout ou en partie, à ses obligations et responsabilités découlant du présent Contrat, en informera par écrit l'ONUDI en lui communiquant tous renseignements utiles à cet égard. En pareil cas, les dispositions ci-après seront applicables.

(a) Les obligations et les responsabilités du Contractant qui découlent du présent Contrat seront suspendues dans la mesure où le Contractant se trouvera dans l'incapacité d'y faire face et aussi longtemps qu'il en demeurera incapable. Pendant cette suspension et en ce qui concerne les travaux ainsi suspendus, l'ONUDI ne sera tenue de rembourser au Contractant, sur présentation des pièces justificatives, que les sommes afférentes à l'entretien indispensable du matériel du Contractant ainsi qu'à l'indemnité de subsistance du personnel réduit à l'inactivité par ladite suspension;

(b) Dans les quinze (15) jours qui suivront l'événement constituant un cas de force majeure, le Contractant soumettra à l'ONUDI un état estimatif des dépenses à prévoir pendant la période de suspension;

(c) La durée du présent Contrat sera prorogée d'une période égale à la période de suspension, mais il sera toutefois tenu compte des conditions particulières que pourrait imposer, pour l'achèvement des travaux, une prorogation d'une durée différente de celle de la période de suspension.

(d) Si, dans un cas de force majeure, le Contractant se trouve dans l'incapacité permanente de faire face, en totalité ou en partie, à ses obligations et responsabilités découlant du présent Contrat, l'ONUDI aura le droit de mettre fin au présent Contrat selon les modalités et dans les conditions énoncées au paragraphe 12, intitulé "Résiliation", des présentes Conditions générales, si ce n'est que le délai de préavis pourra en pareil cas être de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours;

(e) Aux fins de l'application de l'alinéa d) qui précède, l'ONUDI pourra considérer que le Contractant se trouve dans l'incapacité permanente d'exécuter le Contrat si la durée de la période de suspension dépassant pas quatre-vingt-dix (90) jours sera considérée comme période d'incapacité temporaire.

12. Résiliation

L'ONUDI peut à tout moment résilier le présent Contrat, en totalité ou en partie, en adressant au Contractant, un préavis de trente (30) jours. Si la résiliation n'est pas due à une négligence ou à une faute du Contractant, l'ONUDI sera tenue de payer au Contractant les travaux déjà accomplis, le coût du rapatriement des membres du personnel du Contractant, les dépenses qu'imposera au Contractant la cessation de ses activités ainsi que le coût des travaux urgents qui seront indispensables et que l'ONUDI demandera au Contractant d'achever. Le Contractant maintiendra ces dépenses au minimum et n'entreprendra plus aucune nouvelle tâche à compter de la date à laquelle il aura reçu de l'ONUDI le préavis de résiliation.

13. Faillite

Si le Contractant est déclaré en faillite, s'il fait une cession générale à ses créanciers ou si son insolvabilité donne lieu à la désignation d'un liquidateur judiciaire, l'ONUDI pourra, sans préjudice de toutes autres voies de droit dont elle pourrait se prévaloir au titre du présent Contrat, mettre fin immédiatement au présent Contrat en notifiant cette résiliation par écrit au Contractant.

14. Assurance contre les accidents du travail et autres assurances

(a) Le Contractant prendra les dispositions voulues pour que tous les membres de son personnel appelés à travailler sur le terrain au titre du présent Contrat qui seront recrutés hors du pays du gouvernement bénéficiaire et ne seront pas ressortissants de ce pays soient couverts, avant leur départ et pendant toute la durée de leur affectation, par une assurance contre les accidents du travail et une assurance responsabilité civile;

(b) Pendant toute la durée des travaux, le Contractant couvrira par une assurance d'un montant approprié sa responsabilité civile en cas de décès, lésion corporelle ou dommage aux biens imputables à l'utilisation, dans le pays où les travaux prévus par le présent Contrat doivent être exécutés, de véhicules, navires ou aéronefs appartenant au Contractant ou loués par lui. Le Contractant garantit qu'une assurance analogue couvrira, pendant toute la durée des travaux, les véhicules, navires ou aéronefs appartenant aux membres étrangers du personnel du Contractant ou loués par eux et qu'ils utiliseraient dans le pays où les travaux prévus par le présent Contrat doivent être exécutés;

(c) Le Contractant se conformera à la législation en vigueur dans le pays du gouvernement bénéficiaire qui prévoit des prestations en cas de lésion corporelle ou de décès survenant en cours d'emploi;

(d) Le Contractant s'engage à faire figurer, aux mêmes fins, les dispositions du présent paragraphe dans tous les Contrats de sous-traitance ou Contrats auxiliaires qui seraient conclus aux fins de l'exécution du présent Contrat, à l'exception des Contrats de sous-traitance ou Contrats auxiliaires qui concerneraient exclusivement la livraison de matériel ou de fournitures.

15. Garantie et mise hors de cause

Le Contractant garantira et mettra hors de cause et défendra à ses frais l'ONUDI, ainsi que ses fonctionnaires, agents et employés en cas de procès, revendication, action en réclamation et action en responsabilité de quelque nature que ce soit, y compris les frais et dépens découlant d'actes ou d'omissions du Contractant ou des personnes qu'il emploie ou de sous-traitants dans l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat. La présente clause s'appliquera également aux revendications ou actions en responsabilités concernant les accidents du travail ou à celles qui découleraient de l'utilisation d'inventions ou de matériel brevetés.

16. Arbitrage

Tout litige ou revendication concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Contrat ou une violation du présent Contrat, à moins qu'il ne fasse l'objet d'un règlement par voie de négociation directe, sera réglé conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI actuellement en vigueur. Les parties seront liées par la sentence arbitrale qui sera rendue à l'issue de cet arbitrage et qu'elles considéreront comme le règlement définitif dudit litige ou de ladite revendication. Il est entendu toutefois que les dispositions du présent paragraphe ne seront pas interprétées comme signifiant, directement ou indirectement, que l'ONUDI renonce à son immunité.

17. Conflits d'intérêts

Aucun membre du personnel du Contractant affecté à des travaux prévus par le présent Contrat ne pourra exercer, directement ou indirectement, en son nom ou par l'intermédiaire d'un tiers, une activité industrielle, commerciale ou professionnelle dans le pays du gouvernement bénéficiaire, ni consentir des prêts ou faire des investissements dans le cadre d'une activité industrielle, commerciale ou professionnelle quelconque exercée dans ledit pays.

18. Obligations dont le Contractant est tenu

Dans l'exécution des travaux qu'il a à effectuer au titre du présent Contrat, le Contractant ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucune autorité extérieure à l'ONUDI. Le Contractant s'abstiendra de tout acte qui pourrait avoir des répercussions fâcheuses pour l'ONUDI et s'acquittera de ses engagements en ayant pleinement présents à l'esprit les intérêts de l'ONUDI. A moins qu'il n'y soit autorisé par écrit par l'ONUDI, le Contractant ne devra pas rendre public, de quelque manière que ce soit, le fait qu'il exécute ou a exécuté des travaux pour l'ONUDI. Le Contractant ne devra pas non plus de quelque manière que ce soit utiliser le nom, l'emblème ou le sceau de l'ONUDI ni aucune abréviation du nom de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, dans le cadre de ses activités industrielles ou commerciales ou de toute autre manière.

Le Contractant est tenu de faire preuve de la plus grande discrétion à l'égard de toute question concernant le présent Contrat. A moins que les travaux à exécuter en application du présent Contrat ne l'exigent ou qu'il n'y soit expressément autorisé par l'ONUDI, le Contractant à aucun moment ne communiquera à une personne, un gouvernement ou une autorité extérieure à l'ONUDI des renseignements qui n'ont pas été rendus publics et dont il a connaissance du fait de son association avec l'ONUDI. Le Contractant ne devra à aucun moment utiliser lesdits renseignements à son avantage. Le Contractant demeurera tenu de ces obligations même une fois que les travaux prévus par le présent Contrat auront été menés à bien ou que l'ONUDI aura résilié le présent Contrat.

19. Doits de propriété

(a) Tous les droits de propriété, y compris, à titre d'exemples et sans que cette énumération soit limitative, les brevets, droits d'auteur et marques de fabrique ou de commerce, concernant la documentation directement liée aux travaux que le Contractant aura exécutés pour l'Organisation des Nations Unies ou l'ONUDI en vertu du présent Contrat ou découlant desdits travaux seront acquis à l'Organisation des Nations Unies ou à l'ONUDI, selon le cas. A la demande de l'ONUDI, le Contractant fera tout le nécessaire, établira et acheminera toutes les pièces requises et prêtera son entier concours en vue de faire attester lesdits droits de propriété et de les faire transférer à l'Organisation des Nations Unies ou à l'ONUDI conformément aux prescriptions de la législation applicable;

(b) L'Organisation des Nations Unies ou l'ONUDI, selon le cas, conserveront tous droits de propriété sur tout matériel et toutes fournitures qu'elles auraient mis à la disposition du Contractant. Une fois que le présent Contrat aura pris fin ou que le Contractant n'aura plus besoin dudit matériel et desdites fournitures, ils devront être restitués à l'ONUDI. Lorsqu'ils seront restitués à l'ONUDI, ledit matériel et lesdites fournitures devront, sous réserve d'usure normale, se trouver dans le même état qu'au moment où l'ONUDI les a remis au Contractant.

20. Privilèges et Immunités du Contractant et des membres de son personnel

L'ONUDI s'engage à s'employer de son mieux à obtenir en faveur du Contractant et des membres de son personnel (à l'exception des membres de ce personnel qui sont ressortissants du pays et sont employés sur place) les mêmes facilités et immunités que le gouvernement a accepté d'accorder aux entrepreneurs et à leur personnel qui exécutent des travaux dans le pays pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement, dans la mesure où le gouvernement accorde lesdites facilités et immunités aux fonctionnaires de l'ONUDI. Ces privilèges et immunités comprendront l'exonération ou le remboursement de tout impôt, taxe, droit ou prélèvement auxquels seraient assujettis dans le pays les traitements ou salaires des membres du personnel étrangers du Contractant qui leur sont versés en rémunération des travaux prévus par le présent Contrat et auxquels seraient assujettis l'équipement, le matériel et les fournitures que le Contractant aurait introduits dans le pays aux fins des travaux prévus par le présent Contrat ou qui, après avoir été introduits dans le pays, en seraient ultérieurement retirés. Le texte des dispositions pertinentes est joint au présent Contrat dont il fait partie intégrante (Annexe B).

21. Levée des privilèges et immunités

L'ONUDI pourra renoncer à se prévaloir de toute disposition d'un accord, plan d'opération ou autre instrument auquel le gouvernement bénéficiaire est partie et par lequel le gouvernement bénéficiaire accorde des avantages au Contractant et aux membres de son personnel sous forme de facilités, privilèges, immunités ou exonérations en raison de travaux qu'ils exécutent pour l'ONUDI en vertu du présent Contrat, si l'ONUDI estime que l'immunité empêcherait la justice de suivre son cours et que cette immunité peut être levée sans compromettre la pleine exécution des travaux prévus par le présent Contrat ou sans dommage pour le Programme des Nations Unies pour le développement ou pour l'ONUDI.

22. Exonération de Taxes et Impôts

(a) En accord avec la Section 7 de la Convention sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies et la Section 9 de la Convention sur les Privilèges et Immunités des Agences Spécialisées, qui est applicable à l'ONUDI en vertu de l'Article 21 de sa constitution, l'ONUDI est exempté de tous taxes ou impôt directes, à l'exception des taxes ou impôts pour les services publics tels que l'électricité, l'eau etc., et est exempté de toute taxe de douane et de toute charge de nature similaire en ce qui concerne les articles importés ou exportés pour son usage officiel. Dans l'éventualité où une autorité gouvernementale refuserait de reconnaître le statut d'exemption de l'ONUDI, le Contractant devra immédiatement en référer à l'ONUDI pour déterminer d'une suite à donner, satisfaisante pour les deux parties.

(b) Par conséquent le Contractant autorise l'ONUDI de déduire des factures du Contractant tout montant qui représenterait des taxes et/ou impôts ou charges similaires, à moins que le Contractant aurait au préalable consulté l'ONUDI et aurait obtenu une autorisation expresse et spécifique au cas de figure de l'ONUDI de payer les taxes, impôts ou charge similaire sous réserve de protestation. Dans ce cas de figure le Contractant devra fournir à l'ONUDI des reçus ou preuves écrites desdits paiements ainsi que des autorisations écrites telles que définies ci-dessus.

23. Travail des enfants

(a) Le Contractant garantit que ni lui-même, ni ses fournisseur ne recourent, directement ou indirectement à des pratiques quelconques qui contreviendraient aux dispositions de la Convention sur les Droits des Enfants, y compris à l'Article 32 de ladite Convention, qui, inter alia, requière que tout enfant soit protégé d'avoir à effectuer un quelconque travail qui pourrait avoir une influence négative sur son éducation ou qui serait néfaste à la santé physique ou mentale de l'enfant et/ou à son développement spirituel, moral ou social.

(b) Tout non respect des garanties ci-dessus autorisera l'ONUDI à résilier le présent Contrat avec effet immédiat, après notification au Contractant, et ce, sans aucune pénalité.

24. Mines

(a) Le Contractant garantit que ni lui-même ni ses fournisseurs ne sont engagés, directement ou indirectement dans des activités de brevet, recherche, assemblage, production, commercialisation ou fabrication de mines ou de composantes requises pour la fabrication de celles-ci. Le terme "Mines" désigne tout objet défini dans l'Article 2, Paragraphes 1, 4 and 5 du Protocole II annexé à la Convention sur la Prohibition et la Limitation de l'emploi de certaines Armes Classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination de 1980.

(b) Tout non respect des garanties ci-dessus autorisera l'ONUDI à résilier le présent Contrat avec effet immédiat, après notification au Contractant, et ce, sans aucune pénalité.

ANNEXE B

SECTION RELATIVE AUX FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES DE L'ONUDI

Les membres du personnel du Contractant (à l'exception des ressortissants de l'Etat bénéficiaire qui sont employés sur le plan local) jouiront:

- (i) De l'immunité de juridiction en ce qui concerne tous les actes accomplis par eux aux fins de l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat;
- (ii) De l'exemption de toute obligation relative au service national;
- (iii) De l'exemption de toutes mesures restrictives frappant l'immigration;
- (iv) Du privilège d'introduire dans le pays des devises en montants raisonnables aux fins des travaux prévus par le présent Contrat ou pour leurs propres besoins, et de sortir du pays les sommes qui y auront ainsi été introduites ou, conformément à la réglementation des changes en vigueur, les sommes qu'ils auront reçues dans le pays à titre de rémunération de leurs services aux fins de l'exécution des travaux prévus dans le présent Contrat;
- (v) Des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques, en cas de crise internationale.

Tous les membres du personnel du Contractant jouiront de l'inviolabilité de tous documents et pièces concernant l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat.

Le gouvernement du pays bénéficiaire exonérera toute entreprise ou organisation étrangère travaillant pour le compte de l'ONUDI ainsi que le personnel étranger de ladite entreprise ou organisation de tout impôt, taxe, droit ou prélèvement auxquels ils pourraient être assujettis ou prendra à sa charge le montant dudit impôt, taxe, droit ou prélèvement, en ce qui concerne:

- (i) Les traitements ou salaires que les membres dudit personnel auront reçus en rémunération de l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat;
- (ii) L'équipement, le matériel et les fournitures introduits dans le pays aux fins de travaux prévus par le présent Contrat ou qui, après avoir été introduits dans le pays, pourraient ultérieurement en être retirés;
- (iii) Comme c'est le cas actuellement pour les experts de l'ONUDI dans le pays, les biens – y compris un véhicule automobile particulier par employé – introduits dans le pays par l'entreprise ou l'organisation ou par son personnel pour leur usage ou leur consommation propre ou qui, après avoir été introduits dans le pays, pourraient en être ultérieurement retirés au départ dudit personnel.

L'ONUDI pourra lever les privilèges et immunités mentionnés ci-dessus auxquels le Contractant et les membres de son personnel auraient droit, si elle estime que lesdits privilèges et immunités empêcheraient la justice de suivre son cours et qu'ils peuvent être levés sans compromettre la bonne exécution des travaux prévus par le présent Contrat ou sans porter préjudice aux intérêts du Programme des Nations Unies pour le développement ou de l'ONUDI.

ANNEXE 4

FORMULAIRE DE REPONSE A UN APPEL D'OFFRE

APPEL D'OFFRE NO.: 2014/020/CZ

DATE LIMITE: 4 NOVEMBRE 2014

PROJET No.: Projet: SAP 100042

RESPONSABLE: Claudia ZINIEL

Prrière de compléter ce formulaire "A" ou "B" ou "C" et de le retourner

DANS LES TROIS (3) JOURS

à

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

par courrier électronique à l'adresse suivante: C.Ziniel@unido.org

par fax au numéro suivant: +43 1 260 26 6816

A: Nous ferons une offre :

à: _____
(Date)

Nom de la Société: _____

Signature: _____

B: Nous pourrions faire une offre et vous aviserons

à: _____
(Date)

Nom de la Société: _____

Signature: _____

C: Nous ne ferons pas d'offre pour les raisons suivantes:

- ☐ notre charge de travail actuelle ne nous permet pas d'accepter une tâche supplémentaire en ce moment;
- ☐ nous n'avons pas la compétence exigée pour ce projet particulier;
- ☐ temps insuffisant pour élaborer une offre appropriée;
- ☐ nous considérons que les sommes allouées ne sont pas suffisantes pour mener à bien le travail demandé;
- ☐ autre (précisez)

Nom de la Société: _____

Signature: _____

